

	contacts interpersonnels énergie connectivité numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration (méthodologie en cours de développement)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités (méthodologie en cours de développement)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Covid-19	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12.Montants concernés	Ligne budgétaire : (ligne et poste budgétaire): 14.020121 Coût total estimé : 14 000 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l’UE 5 000 000 EUR Cette action est cofinancée conjointement par : - AFD pour un montant de 9 000 000 EUR			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion) ¹	Gestion indirecte avec l’Agence française de développement (AFD)			

1.2 Résumé de l'Action

La gestion des déchets solides demeure un des principaux défis pour l'amélioration des conditions de vie en milieu urbain à Djibouti. La création de l'**Office de la Voirie de Djibouti** par la Loi n°169/AN/07/5ème L du 08 février 2007 a permis de mieux appréhender les difficultés liées à ce secteur. Depuis, une forte coordination entre bailleurs (UE, AFD, JICA) a contribué à des progrès importants pour la collecte et le stockage des déchets. Parmi les effets positifs, on constate une nette diminution du nombre de dépôts sauvages en ville.

En effet, l'UE et l'AFD soutiennent la République de Djibouti dans la mise en place de sa politique de gestion des déchets depuis près de 10 ans. Plusieurs projets en sont l'illustration tels que la création du Centre d'Enfouissement Technique (CET) de Doua, financé par l'UE, en 2014, qui a permis de disposer du premier stockage de déchets contrôlé pour la capitale, la mise en place de points de regroupement de collecte dans plusieurs quartiers de Djibouti-Ville, l'investissement dans des matériels roulants et l'accompagnement institutionnel.

La fermeture du CET de Doua pour cause de saturation, en 2019, marque une menace importante sur l'ensemble de cette politique. Elle a conduit à la mise en place d'une décharge informelle sur le site de Chabelley, générant d'importantes problématiques environnementales et sociales et menaçant les efforts déployés ces dernières années.

Suite à cette situation, une réunion extraordinaire a été tenue le 20 février 2020 présidée par le Ministre des Finances (Ordonnateur du FED) et qui a vu avec la participation des responsables nationaux du secteur des déchets solides et les partenaires de développement (UE, AFD, JICA). Afin de mettre à profit des leçons apprises et d'éviter qu'une telle situation se reproduise, il a été décidé :

- L'élaboration d'un schéma directeur pour la gestion des déchets solides de la ville de Djibouti qui est considérée comme une priorité. La délégation considère la réalisation du schéma directeur comme préalable à toute autre intervention.
- Le financement et la réalisation d'un CET d'urgence.

¹ Art. 27 NDICI